

cente, a révélé que les grandes entreprises se proposent d'accroître leurs moyens de production de 14 pour cent par rapport à 1969. L'industrie secondaire, en particulier les secteurs de l'affinage des métaux, des produits chimiques et des biens durables de consommation absorberont une grande partie de l'accroissement des dépenses d'établissement. L'augmentation des dépenses d'immobilisations sera moins forte dans les autres grands secteurs d'investissement....

Entre-temps la tendance persistante à la hausse des salaires, appuiera l'accroissement soutenu des dépenses de consommation.

Le climat économique à l'étranger est un peu moins brillant qu'il y a un an. Aux États-Unis, les mesures destinées à freiner la hausse persistante des prix ont réussi à enrayer la poussée inflationniste et ont en quelque sorte ralenti le rythme de la croissance économique. En Europe de l'Ouest, la croissance économique générale perd aussi quelque peu de sa vigueur, partiellement à cause des mesures restrictives imposées par les gouvernements. En Grande-Bretagne, la contraction de la demande reste un facteur clé de la politique nationale mais l'amélioration courante de la balance des paiements pourrait bien frayer la voie à l'accroissement des ventes de nos produits. De l'autre côté du Pacifique, l'économie du Japon qui est en pleine expansion nous donnera sans doute l'occasion d'accroître davantage nos exportations vers ce pays, qui est devenu notre deuxième client outre-mer....

Toutefois, malgré ces facteurs encourageants, la hausse de 1.25 milliard de dollars réalisée en 1969 sera difficile à égaler à cause de la demande plus faible des États-Unis et d'un ralentissement de la croissance dans le monde en général. Les exportateurs devront disputer aux concurrents étrangers une part d'un marché réduit. Aussi faut-il, dans ces périodes d'âpre concurrence, éviter que notre situation concurrentielle ne soit émoussée par la montée inflationniste persistante des coûts et des prix.

Entre 1968 et 1969, les prix de vente de l'industrie canadienne ont monté de 3.4 pour cent tandis que les prix aux consommateurs et le prix des éléments qui composent le produit national brut ont tous les deux monté de 4.5 pour cent. Cette situation inflationniste a également prévalu dans d'autres pays

industrialisés. Néanmoins, il est essentiel que le Canada maintienne ses prix à un niveau aussi bas que possible, car si les producteurs canadiens n'y parviennent pas, ce sera en vain qu'ils tenteront de capter une plus grande part des marchés mondiaux, condition indispensable à l'emploi de la main-d'oeuvre sans cesse croissante et des autres moyens de production dont nous disposons.

Dans une certaine mesure, la hausse des prix au Canada est une conséquence de la hausse des prix payés pour les importations et de ceux que nous recevons pour nos exportations. Il ne serait guère sage qu'un pays exportateur comme le Canada, refuse de suivre le courant des marchés internationaux. Il est cependant essentiel de limiter la montée des prix au sein de l'économie nationale, hausse qui résulte surtout d'exigences salariales plus fortes que le rendement général de l'économie au chapitre de la production.

La productivité de l'industrie canadienne a continué de s'améliorer au cours de l'année écoulée. Dans l'industrie de fabrication le rendement par travailleur a augmenté à un taux proche de la moyenne de l'après-guerre qui est de 3.7 pour cent. Néanmoins, la plupart des taux d'accroissement du revenu ont excédé de beaucoup ceux de la productivité nationale, entraînant inéluctablement l'augmentation des frais de production et des prix. Cette inflation de provenance interne constitue un obstacle sérieux à l'expansion commerciale et industrielle ainsi qu'à un meilleur rendement économique général.

En employant les moyens les plus pratiques, le gouvernement tente actuellement de freiner la hausse des prix. En plus de l'application de mesures permettant de restreindre les dépenses et de programmes fiscaux et monétaires appropriés, la Commission des prix et des revenus, récemment instituée, s'efforce de développer des méthodes nouvelles qui suppléeraient aux remèdes traditionnels employés pour freiner l'inflation.

Les perspectives de l'économie canadienne pour la prochaine décennie sont fort prometteuses. Dans son 6e *Exposé annuel* le Conseil économique du Canada démontre que le potentiel de croissance économique des années 1970 n'est pas moins impressionnant que celui qui fut réalisé dans les années soixante.